ASSEMBLÉE NATIONALE

5 février 2022

DROIT À L'AVORTEMENT - (N° 4985)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 115

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE PREMIER

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« de prendre connaissance des aides et possibilités offertes en alternative à l'avortement et ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'avortement ne doit pas être l'alpha et l'oméga de notre système de santé dès lors qu'une femme se retrouve en difficulté ou ne souhaite pas élever l'enfant à naître qu'elle porte. Il convient de permettre aux femmes de prendre leurs décisions en sachant que d'autres possibilités leur sont offertes. C'est ce qui permet d'ailleurs aux femmes d'exercer pleinement leur liberté.